



NUCLEAIRE : LES ILLUSIONS PERDUES

Chronique en forme de revue de presse des tentatives d'exportation de réacteurs nucléaires par la France.

Bernard Laponche – Global Chance - 6 avril 2020

*

INTRODUCTION

La politique française de développement de la production d'électricité d'origine nucléaire a toujours mis en avant l'intérêt de l'exportation de réacteurs nucléaires pour les entreprises françaises. On se souvient que le « Programme Messmer » de 1974 décidait la construction de six réacteurs par an sur la base des prévisions d'alors sur la croissance de la consommation nationale d'électricité. A ceux qui s'inquiétaient d'un tel rythme de construction, la réponse était prometteuse : six pendant deux ou trois ans, puis quatre pour la France et deux pour l'export puis deux pour la France et quatre pour l'export... La France en exportera 9¹ en trente ans (1974 – 2004).

L'argument reste en vigueur dans les années 2000 dans une ambiance de « renaissance du nucléaire » grâce à une nouvelle aventure : celle de l'EPR et, à un moindre degré, ATMEA.

Le projet de réacteur EPR, initialement porté par le couple Areva-Siemens, puis par Areva seul et enfin par EDF, a connu un certain succès au début des années 2000. Alléchés par l'annonce de performances remarquables et surtout par un prix étonnamment bas pour des achats « clefs en main », la Finlande achète un exemplaire en 2004, suivie par la France (EDF) en 2006 et la Chine en 2007 pour deux exemplaires.

Cette réussite du « marketing » d'Areva soutenu par une action diplomatique permanente des pouvoirs publics allait se confronter à une réalité cruelle : prévus respectivement pour 2009 en Finlande et 2012 en France, les démarrages sont retardés d'année en année et aujourd'hui « prévus » à un horizon 2023 en France et non précisé en Finlande. Quant au coût, de 3 milliards d'Euros à la vente, ils s'élèvent à 11 milliards pour la Finlande et 12,5 pour la France, les pertes, dans tous les cas, revenant évidemment aux Français... Les choses se sont mieux passées en Chine : les réacteurs ont démarré en 2018 et 2019, donc avec un retard moindre et le coût, semble-t-il, n'a fait que doubler. La construction d'un EPR au Royaume-Uni, commencée en 2019, par EDF et pour EDF, souffre déjà d'un coût annoncé considérable.

¹ Deux en Afrique du Sud, trois en Belgique, deux en Corée du Sud, deux en Chine.

Une telle débâcle, d'une ampleur inattendue, ne fait toutefois que confirmer ce que déclarait André-Claude Lacoste, alors président de l'Autorité de sûreté nucléaire ASN, le 6 juin 2012, lors d'une conférence organisée par l'Usine Nouvelle : « Les contrats de vente de réacteurs nucléaires à l'export sont obtenus à des prix complètement bradés ».

Cela n'empêcha pas les opérateurs concernés, essentiellement Areva et EDF, soutenus au plus haut niveau de l'Etat, de poursuivre une politique agressive et coûteuse, de conquête de marchés à l'exportation de réacteurs nucléaires et l'EPR au premier chef.

A part ces cas qui coûtèrent et coûteront très cher aux Français, la période de 2005 à 2020, loin de la renaissance annoncée, a été marquée par une série d'échecs dans la stratégie d'exportation dont les plus importants sont ceux de l'EPR aux Etats-Unis, aux Emirats Arabes Unis et en Inde jusqu'ici, et celui du réacteur ATMEA en Turquie.

Cet article présente la chronique des illusions perdues en suivant année après année le déroulement de cette stratégie, sous la forme d'une revue de presse des annonces, des promesses, voire des certitudes rapportées par les médias, qu'elles proviennent des entreprises elles-mêmes ou du sommet de l'Etat.

S'il y a eu quelques autres tentatives avortées, notamment en Afrique du Sud et au Vietnam, cette chronique n'est pas une « sélection » d'échecs choisis par l'auteur mais le récit complet de l'application d'une stratégie : il n'y a eu aucune exportation de réacteur de construction française sur cette période.

1. ETATS-UNIS - EPR

2005

Aux Etats-Unis, Areva fait avancer le projet de réacteur nucléaire EPR

Article de Jean-Michel Bezat, Le Monde, 13 mai-25 septembre 2005

Areva vient de marquer un point aux Etats-Unis, où le groupe français a de grandes ambitions. Le producteur d'électricité Constellation Energy a demandé à l'autorité de sûreté nucléaire américaine, le 4 mai, d'inclure l'EPR (réacteur de troisième génération) dans son programme de certification. C'est une porte qui s'ouvre, au moment où l'administration Bush affirme sa volonté de relancer le nucléaire dans un pays qui n'a pas construit de centrales depuis les années 1970.

Areva, numéro un mondial de l'industrie nucléaire, a déposé le 24 mars un dossier auprès de la Commission de régulation nucléaire (NRC). La compagnie de Baltimore (Maryland) juge que l'option EPR est "*viable*" et son soutien est le bienvenu, même s'il est encore prématuré, pour elle, de prendre une décision d'achat.

Construire un EPR outre-Atlantique marquerait une étape capitale dans le développement d'Areva. Jusqu'à présent, le groupe occupe des segments de marché américain où il est seul à retraiter du plutonium (le Mox) et où il jouit d'une réputation d'excellence dans la fabrication de composants pour la prolongation de quarante à soixante ans de la durée de vie des centrales américaines ou pour le stockage des déchets (projet Yucca Mountain). Areva y réalise déjà 20 % de son chiffre d'affaires.

Sa présidente, Anne Lauvergeon, multiplie donc les contacts avec l'administration et le monde de l'énergie. "*L'EPR convient très bien au marché américain*" par sa taille, sa puissance (1 600 MW) et sa sûreté, assure-t-elle : ce serait le seul réacteur capable de résister à l'attaque d'un avion. Un argument de poids face aux concurrents, General Electric et Westinghouse.

Areva aimerait construire un premier EPR entre 2010 et 2015, après ceux déjà été commandés en Finlande et en France. Et peut-être ceux que choisira la Chine, qui doit désigner, courant

2006, la ou les sociétés retenues pour la construction de quatre nouveaux réacteurs.

2007

Communiqué d'EDF de juillet 2007

EDF et l'électricien américain Constellation Energy (CEG) ont signé un accord relatif à la création par les deux sociétés d'une joint-venture à 50/50. L'objet de cette joint-venture est de développer, réaliser, détenir et exploiter, de manière conjointe, des centrales nucléaires de type EPR aux Etats-Unis.

Pierre Gadonneix, Président Directeur Général d'EDF, a déclaré : « Nous nous réjouissons de ce partenariat avec Constellation Energy, un des opérateurs nucléaires majeurs en Amérique du Nord. Cet accord confirme l'intérêt d'EDF pour la relance de l'énergie nucléaire aux Etats-Unis et sa contribution à la fourniture d'une électricité sûre et non-émettrice de gaz à effet de serre. EDF apportera à la joint-venture son expertise et son expérience sans équivalent comme exploitant de 58 réacteurs nucléaires depuis plus de 20 ans en France, et comme investisseur dans l'EPR à Flamanville. Le Groupe EDF va ainsi participer au développement, aux Etats-Unis, de nouvelles centrales nucléaires utilisant la technologie EPR, développée par AREVA. Cette alliance bénéficie de la coopération établie depuis deux ans entre AREVA et Constellation Energy au sein d'UniStar qui a permis à **l'EPR d'être reconnu comme une solution innovante, sûre et compétitive.** »

2008

Novembre 2007-Février 2008- Le Monde, Article de Sylvain Cypel

« Elle parle de "*renaissance*" du nucléaire, d'évolution "*colossale*" aux Etats-Unis, besoins en électricité et réchauffement climatique obligent. Venue le 7 novembre à New York recevoir le prix Benjamin-Franklin de la French-American Foundation, Anne Lauvergeon, patronne d'Areva, était aussi en tournée de promotion.

La présidente d'Areva a tendance à sous-estimer les difficultés : l'état réel de l'opinion et l'attitude de l'administration. Aucun réacteur n'a jamais été fourni par un étranger aux Etats-Unis, et les investisseurs privés attendent des incitations fiscales qui n'existent pas encore.

Mme Lauvergeon a nommé Spencer Abraham, ministre de l'énergie de George Bush de 2001 à 2005, président non exécutif d'Areva Inc. aux Etats-Unis. Sa tâche relève du lobbying. "*Relance du nucléaire et retraitement sont inéluctables*", clame-t-il ».

2008

18 décembre 2008 - Le Figaro, article de Jacques-Olivier Martin,

EDF construira huit réacteurs nucléaires EPR.

Décidément EDF ne connaît pas la crise. En moins de quatre mois, le numéro un mondial de l'électricité vient de réaliser deux acquisitions d'envergure. La première en septembre, avec le rachat pour 15,6 milliards d'euros de British Energy, le numéro un britannique du nucléaire. La seconde, hier, avec l'acquisition pour 3,3 milliards d'euros de 50% du parc nucléaire de l'américain Constellation Energy. Avec ces deux opérations, EDF augmente ses capacités de production de 13 000 mégawatts, soit 10% du total de son parc.

Ces mouvements devraient apporter de l'eau au moulin de ceux qui s'interrogent sur une fuite en avant d'EDF, rappelant de mauvais souvenir après les déconvenues du début des années 2000, en Italie et surtout en Amérique du Sud. La question se pose d'autant plus que l'électricien français propose, pour 50% des activités nucléaires de Constellation, à peu près

autant que Warren Buffett pour la totalité du groupe énergétique américain.

Dans les faits, même si les parcs nucléaires ne sont pas comparables, l'offre d'EDF valorise le mégawatt d'électricité nucléaire de Constellation au même prix que le mégawatt acheté à British Energy. Le titre EDF avait alors terminé sur une forte hausse. Hier encore, les marchés n'ont pas montré de signes d'inquiétude. L'action a clôturé en hausse de 2,16%.

Force de frappe considérable

Autre interrogation : EDF ne va-t-il pas être contraint de sacrifier ses investissements en France pour financer le renouvellement du nucléaire britannique et américain ? Les sommes en jeu sont considérables. L'électricien a annoncé la construction de huit réacteurs de nouvelle génération (EPR), soit un investissement de 32 milliards d'euros si l'on se réfère au prix de l'EPR de Flamanville (Manche). EDF assure être en mesure de financer ces investissements. Le groupe dispose d'une force de frappe considérable. Il dégagera 10,6 milliards d'euros de cash-flow cette année. Le groupe est par ailleurs en mesure d'investir une bonne dizaine de milliards d'euros par an. Autre caractéristique, les programmes d'investissement au Royaume-Uni et aux États-Unis s'étaleront sur les vingt prochaines années. Quant au risque pesant sur la France, il n'est pas d'actualité. D'autres énergéticiens, l'instar de GDF Suez, sont candidats à la construction de centrales nucléaires en France. En outre, il n'y a pas d'urgence à renouveler le parc nucléaire français, encore très jeune. Et ce d'autant plus qu'EDF estime que la durée de vie des réacteurs peut être portée de quarante à soixante ans.

2009

Energine, juin 2009

Areva est entré en négociations avec les américains Duke Energy et UniStar nuclear Energy en vue de développer un réacteur EPR dans l'Ohio.

Les négociations exclusives dureront dix-huit mois. Areva y coordonnera les analyses techniques en vue de préparer les documents nécessaires à la demande de permis de construire, puis de licence, du réacteur qui seront examinées par l'Autorité de Sécurité américaine (la Nuclear Regulatory Commission/NRC).

2010

L'Express – Article de Charles Haquet « Mais qui veut tuer l'EPR ? »

Alors que la filière nucléaire française vient de subir plusieurs revers, EDF et Areva, ses deux principaux acteurs, persistent dans une rivalité croissante. Au cœur du conflit, le nouveau réacteur EPR.

C'est un vrai dossier noir pour EDF, et il pourrait lui coûter 2 milliards de dollars. Les deux réacteurs nucléaires que l'électricien français doit construire aux États-Unis sont remis en question. Constellation, son partenaire américain, a gelé l'un des projets (Nine Mile Point, État de New York) et menace de réduire drastiquement son financement dans le second (Calvert Cliffs, Maryland). Sa participation passerait de 50 à 25%.

Pour couronner le tout, ce projet nucléaire n'a toujours pas reçu de garantie de l'État fédéral. "L'administration bloque sur des histoires d'assurance", dit-on en interne. Or, sans cette précieuse caution, il est impossible d'obtenir des prêts auprès des banques...

EDF va-t-il jeter l'éponge ? Au siège parisien, avenue de Wagram, on y songe sérieusement. Mais l'on sait aussi que le terrain est miné. Car le groupe français ne peut pas divorcer à l'amiable, il est tenu à la gorge par son partenaire américain. Tout ça à cause d'une petite clause du contrat.

Explication : l'accord signé entre les deux groupes électriques, en 2008, prévoit que

Constellation peut, jusqu'à la fin 2010, vendre certaines de ses centrales thermiques à EDF à un prix établi à l'avance : 2 milliards de dollars. Dans le jargon financier, on appelle cela un *put*. Le problème, c'est que ces actifs ont connu depuis une forte dépréciation.

Des deux réacteurs EPR qu'EDF devait construire aux Etats-Unis, il n'est plus question que d'un seul. Et encore. Son financement semble compromis.

"La situation est donc simple, résume un cadre dirigeant d'EDF. Soit nous décidons de quitter les Etats-Unis, et Constellation ne se gênera pas pour lever cette option de vente qui nous est défavorable. Soit nous poursuivons le projet de réacteur dans le Maryland. Mais, dans ce cas, nous devons déboursier à peu près 1,5 milliard d'euros supplémentaires pour boucler le tour de table. Dans les deux cas, on est marrons !"

2011

17 Mai 2011, dans France-Amérique

Nucléaire US : Areva certaine de vendre un EPR en 2012

Dans un entretien du Monde paru mardi, le PDG de la filiale américaine d'Areva, Jacques Besnainou, a dit être certain "d'obtenir la licence de construction en 2012" avant de vendre un réacteur EPR aux Etats-Unis.

On obtiendra la licence de construction en 2012 et nous vendrons un premier réacteur EPR aux Etats-Unis entre 2012 et 2015 qui sera achevé pour 2020. C'est une certitude, déclare M. Besnainou.

Au cours de cet entretien, il a déclaré que l'accident de la centrale japonaise de Fukushima avait amélioré (les) chances d'Areva outre-Atlantique.

"La sûreté est devenue incontournable et nous sommes bien mieux placés sur le marché", a-t-il déclaré. Par le passé, Areva s'était fait damer le pion par les Coréens pour la construction d'une centrale au Qatar, les normes de sécurité, imposées par l'entreprise française, alourdissant la facture totale. "Que les Sud-Coréens puissent concurrencer quiconque sur ce marché me paraît désormais improbable", estime-t-il.

Le patron de la filiale américaine d'Areva souligne que le vrai problème est l'obsolescence du parc local à partir de 2020, ajoutant que les ajustements dans la sécurité des futures installations seront forcément coûteux.

Cependant, il estime "qu'une crise de confiance a indéniablement émergé, mais le consensus favorable à une relance du nucléaire n'est pas ébranlé aux Etats-Unis. Les partis et les industriels ont tous réagi avec une grande modération et qu'aucun cercle de réflexion n'a recommandé l'arrêt du nucléaire."

Nous sommes confiants, ajoute M. Besnainou, jugeant que les Américains prendront leurs décisions en fonction de leurs besoins de long terme.

2012

Energine, juin 2012

Areva, le groupe français du nucléaire a annoncé mardi la conclusion de la 3ème phase du processus de certification du réacteur EPR aux États-Unis.

Il s'agit d'une étape importante en vue de la certification finale du réacteur par l'autorité de sûreté nucléaire américaine (Nuclear Regulatory Commission – NRC) a expliqué Areva dans un communiqué. En effet, cette phase marque la fin de l'examen du rapport de sûreté par le comité consultatif de sûreté nucléaire (Advisory Committee on Reactor Safeguards).

"La conclusion de cette étape représente un succès très important et valide notre engagement pour mener à bien le processus de certification du réacteur EPRTM aux États-Unis. Cette

réussite est le résultat d'efforts entrepris en étroite coopération avec la NRC et nos partenaires électriciens. Nous nous tournons à présent vers la phase de finalisation du processus de certification, dont le succès permettra à nos clients de développer leurs projets à un rythme en adéquation avec leurs objectifs commerciaux" a déclaré Tom Franch, directeur des activités Réacteurs et Services d'Areva.

2013

Mars 2013 – Reuters - EDF écarté d'un projet d'EPR aux USA

L'autorité de régulation du nucléaire aux Etats- Unis a rejeté lundi un appel d'UniStar, filiale d'Electricité de France, contre une décision l'écartant de la construction d'un troisième réacteur à la centrale de Calvert Cliffs, dans le Maryland.

La NRC (Nuclear Regulatory Commission) fait valoir que les entreprises détenues par des intérêts étrangers ne peuvent contrôler des réacteurs aux Etats-Unis aux termes de la loi sur l'énergie nucléaire et des réglementations de la NRC. Elle indique toutefois qu'Unistar pourra de nouveau postuler si elle s'associe à un partenaire américain.

Quand UniStar avait fait acte de candidature en 2007 pour construire l'un des réacteurs EPR d'Areva à Calvert Cliffs, la société était détenue pratiquement à égalité par EDF et par l'américain Constellation Energy Group. Mais UniStar est devenue en 2010 une filiale à 100% d'EDF.

2015

AFP Mars 2015 : Areva suspend la certification technique de l'EPR aux Etats-Unis

Paris – Le groupe français spécialiste du nucléaire Areva a suspendu temporairement le processus de certification technique de son réacteur de troisième génération EPR aux Etats-Unis, afin de concentrer ses ressources sur d'autres activités, a déclaré lundi une porte-parole. L'environnement de marché dégradé aux Etats-Unis et la situation économique dégradée d'Areva imposait des arbitrages. Nous avons décidé de suspendre temporairement le processus de certification technique (de l'EPR), a déclaré la porte-parole, confirmant ainsi des informations de la presse spécialisée, qui faisaient état d'une lettre du groupe public à l'autorité de régulation du secteur, la Nuclear Regulatory Commission (NRC). Ce processus d'examen technique complexe est en cours depuis fin 2007, lorsqu'Areva avait déposé son dossier de certification auprès de la NRC. La durée de la suspension n'est pas décidée.

Cela nous permet de concentrer nos ressources sur d'autres marchés nucléaires aux Etats-Unis, a ajouté la porte-parole, citant notamment la base installée (les réacteurs déjà existants) et le marché du combustible.

Areva a annoncé la semaine dernière un plan d'économies d'un milliard d'euros et sa volonté de se recentrer sur les marchés émergents, aux premiers rangs desquels la Chine, où se concentre désormais la croissance du marché du nucléaire.

Aux Etats-Unis, le boom des hydrocarbures de schiste a contribué à reléguer au second plan les projets de renouvellement du parc nucléaire du pays.

2019

Capital, Novembre 2019 – EDF coupe définitivement les câbles avec les Etats-Unis

(AOF) – Les Etats-Unis, c'est fini pour EDF. L'électricien public a décidé d'exercer auprès de l'américain Exelon l'option de vente de sa participation de 49,99% des actions

Constellation Energy Nuclear Group.

CENG détient cinq réacteurs d'énergie nucléaire, répartis sur trois sites d'activité dans les états de New York et du Maryland pour une capacité totale de 4 041 MW. Cette option de vente est exerçable par EDF entre le 1^{er} janvier 2016 et le 30 juin 2022. Le fruit de cette vente n'est pas encore connu, mais devrait réduire un peu la dette colossale de plus de 33 milliards d'euros du groupe.

Le prix de cession des titres CENG résultera en effet de la détermination de leur juste valeur en application des stipulations contractuelles relatives à l'option de vente.

EDF avait hérité de cette part de 49,99% dans CENG à l'occasion de la fusion en 2011 entre Constellation, dont il était actionnaire, et Exelon.

Une fusion qui avait pris de court le PDG d'EDF de l'époque, Henri Proglio.

En janvier 2012, EDF avait finalement décidé de ne pas s'opposer au rapprochement entre Exelon et Constellation après avoir trouvé un accord permettant de garantir l'indépendance opérationnelle de CENG, la filiale qui porte les projets de construction de centrales nucléaires.

2. INDE – EPR

2006 – Chirac en Inde

L'Express, 20 février 2006

Le président français a achevé lundi une visite de deux jours en Inde qui a ouvert la voie à de futures ventes de centrales nucléaires et a permis de conclure la vente d'avions Airbus et ATR. Les deux pays veulent doubler leurs échanges bilatéraux.

Jacques Chirac a donc repris son bâton de VPR de luxe à la faveur de son déplacement en Inde. Il y a deux mois et demi, une pluie de contrats s'était abattue sur l'industrie française à l'issue du voyage à Paris du Premier ministre chinois. Cette fois, inversion des rôles mais résultats identiques pour l'Hexagone : l'hôte de l'Elysée engrange les accords, que ce soit dans le nucléaire civil ou l'aéronautique. Le président de la République a aussi multiplié les déclarations d'apaisement, sur fond d'affaires Clemenceau et Mittal Steel.

La France et l'Inde ont adopté lundi une position commune sur le nucléaire civil, avec à la clé la signature d'une déclaration conjointe. New Delhi et Paris ont ainsi décidé de coopérer dans la recherche fondamentale, l'échange et la formation d'ingénieurs et sur des domaines allant de la production d'électricité à la gestion de combustible et de déchets nucléaires en passant par la fabrication de centrales électriques. Ce projet de partenariat bilatéral s'inscrit en fait dans la foulée de celui conclu entre l'Inde et les Etats-Unis l'été dernier.

2009

Les Echos, par Thibaut Madelin, le 4 févr. 2009

Areva prend le leadership sur la renaissance du nucléaire en Inde. Anne Lauvergeon, présidente du directoire du groupe nucléaire français, doit signer aujourd'hui à Delhi un protocole d'accord avec l'électricien indien NPCIL, qui pourrait déboucher sur la vente de six EPR.

Il prévoit deux commandes fermes d'ici à la fin de l'année et une option sur quatre autres réacteurs de troisième génération dans une seconde étape.

2010 - Sarkozy en Inde

Le Figaro (6 décembre, Alain Barluet)

C'est un temps fort de cette visite en Inde. En présence de Nicolas Sarkozy, Areva et l'opérateur public NPCIL ont signé lundi matin à New Delhi un accord-cadre en vue de la construction par le groupe français de deux premiers réacteurs de type EPR, de 1 650 mégawatts chacun, à Jaitapur, dans l'État du Maharashtra, au sud de Bombay.

À terme, Areva ambitionne de participer à l'installation, sur le site de Jaitapur, de quatre autres tranches, soit six réacteurs d'une capacité totale de 10 000 mégawatts.

2016 - Hollande en Inde

La visite d'État du Président Hollande les 24-25 et 26 janvier 2016 donne lieu à une « Déclaration commune » portant sur un grand nombre de domaines.

§ 18. En application de l'Accord de 2008 sur le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire entre l'Inde et la France, les deux dirigeants ont encouragé leurs entreprises industrielles à conclure les négociations technico-commerciales d'ici la fin de 2016 pour la construction de six unités de réacteur nucléaire à Jaitapur, en tenant dûment compte de la viabilité du coût du projet, du financement du côté français, de la collaboration sur le transfert de technologie et de la part de la fabrication en Inde pour les composants importants ou critiques en accord avec la politique du « Faire en Inde » du Gouvernement Indien.

2017

Energeek

Interrogé mardi 19 septembre 2017 sur l'avancée des négociations en Inde et la vente potentielle de six réacteurs de troisième génération à New Delhi, le directeur exécutif du groupe EDF en charge de l'ingénierie et des projets Xavier Ursat, s'est dit relativement confiant dans les progrès réalisés.

Un premier accord pourrait même être signé "d'ici à quelques mois", compte tenu des fortes ambitions de développement affichées par Narendra Modi dans la filière nucléaire.

2018 - Macron en Inde

Energeek, 2 avril 2018

Engagée dans un vaste programme de développement du nucléaire civil pour répondre à la demande en énergie et aux enjeux de lutte contre le changement climatique, l'Inde se présente actuellement comme un des marchés nationaux les plus prometteurs pour la filière nucléaire de la prochaine décennie. En visite officielle en Inde du 10 au 12 mars 2018, le Président français Emmanuel Macron, accompagné du PDG d'EDF Jean-Bernard Lévy, entend bien profiter de l'occasion pour promouvoir la technologie nucléaire française et avancer sur le dossier des six EPR de Jaitapur.

2020

Le Monde du 28 janvier 2020, Guillaume Delacroix

« Nucléaire : en Inde, les nuages s'amoncellent au-dessus des projets EPR ».

Un rapport confirme le risque sismique dans la région de Jaitapur, où EDF rêve de construire la plus grande centrale de la planète.

Voilà qui n'arrange pas les affaires d'EDF au niveau international. Dans l'Etat indien du Maharashtra (Ouest), où l'électricien français rêve depuis treize ans de construire la plus grande centrale nucléaire du monde, une coalition gouvernementale s'est nouée, fin

novembre 2019, autour d'un parti régional populiste, le Shiv Sena, farouchement opposé à ce projet hors norme.

...

Lors de son passage à Delhi, en mars 2018, Emmanuel Macron avait évoqué un démarrage du chantier « *fin 2018* », après quoi EDF avait dit se préparer à ne remettre à cette date qu'une « *offre engageante* » aux Indiens, laquelle n'a toujours pas été finalisée.

EDF indique aujourd'hui que ce pourrait être chose faite « *dans le courant de l'année 2020* », sous réserve qu'un accord soit trouvé entre les gouvernements des deux pays sur le schéma de financement de la centrale et sur la responsabilité civile nucléaire qui y serait appliquée. La négociation du contrat proprement dit démarrerait alors en 2021.

3. EMIRATS ARABES UNIS – EPR

2008 – Sarkozy aux EAU

EU Universalis

Le 15 janvier, Nicolas Sarkozy effectue une visite d'État au Qatar, puis se rend dans les Émirats Arabes Unis. Paris et Abu Dhabi concluent un « accord de coopération pour le développement des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire », comme ceux qui ont déjà été signés avec Tripoli et Alger. Celui-ci doit permettre la vente aux Émirats de deux réacteurs de type E.P.R. Les deux capitales scellent également un « accord de présence des forces françaises sur le territoire des Émirats arabes unis » qui doit se concrétiser par l'installation d'une base permanente de quatre cents à cinq cents hommes.

OLJ

Le groupe nucléaire Areva et l'électricien Suez ont annoncé hier leur alliance inédite avec le groupe pétrolier Total, pour vendre deux réacteurs nucléaires EPR aux Émirats arabes unis. Ce partenariat, conclu ce week-end, viendra conforter la signature, aujourd'hui, d'un accord de coopération dans le nucléaire civil entre la France et les Émirats, à l'occasion d'une visite dans la région du président français Nicolas Sarkozy. Les trois groupes vont proposer ensemble aux Émirats « un projet de centrale électrique nucléaire », qui serait construite à Abou Dhabi, avec « la fourniture de deux EPR de 1 600 mégawatts (chacun) ainsi que les produits et services du cycle du combustible », ont précisé les trois groupes dans un communiqué commun.

2009

6 Mai 2009 – Les Echos, Thibaut Madelin, Emmanuel Grasland

Après des années de rivalité, est-ce le retour d'une filière nucléaire française unie ? Pour améliorer les chances de la France aux Emirats arabes unis, l'Etat vient de demander à EDF de se préparer à soutenir un consortium mené par Areva sur la scène internationale. En jeu : la construction de deux ou trois réacteurs EPR à Abu Dhabi. Un appel d'offres est en cours. Le consortium composé d'Areva, de GDF Suez et de Total espère être retenu dans les prochains jours par l'Autorité de l'eau et de l'électricité d'Abu Dhabi (Adwea) qui doit établir une première « short list » de candidats ayant le droit de déposer une offre formelle. D'autres groupes sont en lice, dont Westinghouse, GE-Hitachi et le coréen Kepco. L'objectif étant de choisir le fournisseur d'ici à la fin de l'année.

2009

a) En décembre 2009, ENEC (Emirates Nuclear Energy Corporation) annonce que les réacteurs nucléaires seront fournis par un consortium sud-coréen dirigé par KEPKO (Korea Electric Power Company), à la suite d'un contrat de quatre réacteurs signé à hauteur de 20 milliards de dollars.

b) Le Figaro : 27-28 décembre 2009

La France perd un méga-contrat nucléaire aux Émirats

Les Coréens ont emporté ce contrat d'au moins 20 milliards de dollars face au consortium français emmené par EDF, GDF, Areva et Total. C'est une nouvelle déconvenue pour l'EPR. C'est un revers pour la filière nucléaire française, qui a fait de l'EPR sa vitrine internationale. Dimanche, le consortium mené par EDF et GDF Suez s'est fait souffler un méga-contrat pour la construction de quatre centrales nucléaires aux Emirats arabes unis. L'Agence émiratie de l'énergie nucléaire a préféré l'offre d'un consortium (incluant Samsung, Hyundai, Doosan Heavy Industries, Westinghouse, Toshiba), dirigé par la compagnie sud-coréenne publique Kepco, pour un contrat de 20,4 milliards de dollars, première tranche d'une commande pouvant atteindre 40 milliards.

4. TURQUIE – ATMEA

2013

Energine, 6 novembre 2013 - Réacteur nucléaire ATMEA :

Succès en Turquie

Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, s'est félicité de la conclusion des négociations entre le ministère turc de l'énergie et le consortium franco-nippo-turc concernant l'accord formel prévoyant la construction de réacteurs nucléaires en Turquie.

Le consortium d'industriels est composé du Français GDF Suez, des Japonais MHI et Itochu, et du Turc EUAS.

Lors de son déplacement à Ankara et Istanbul entre les 9 et 12 octobre 2013, le ministre du Redressement productif a précisé dans un communiqué avoir présenté aux autorités turques "les mérites de l'offre nucléaire franco-japonaise, notamment en termes de sûreté, de formation et d'accompagnement de l'industrie locale."

La construction de quatre réacteurs ATMEA (partenariat entre le Français Areva et le Japonais MHI) devrait permettre de créer 1.500 emplois directs et 4.500 emplois au total en France sur une période d'environ 10 ans.

Revers en Jordanie pour Areva

La compagnie publique russe 'Atomstroyexport' a été sélectionnée pour fournir la technologie de la centrale nucléaire en Jordanie, tandis que 'Rusatom Overseas' s'attachera à faire fonctionner la centrale.

De son côté, Areva a pris acte de la décision de la JAEC (Jordan Atomic Energy Commission) de ne pas retenir l'ATMEA 1 pour son projet de construction de deux réacteurs nucléaires. La Jordanie avait pourtant pré-sélectionné le réacteur ATMEA 1, reconnaissant que la technologie correspondait aux besoins et aux exigences du Royaume en matière de sûreté et de compétitivité.

2013

La Tribune – 2 mai 2013

Le gouvernement turc a confirmé avoir attribué le contrat pour une deuxième centrale nucléaire à un consortium franco-japonais dans lequel fait partie Areva. Un accord doit être signé vendredi par le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, à l'occasion d'une visite à Ankara. Le montant de ce contrat s'élève à 17 milliards d'euros.

Cette centrale sera située au nord de la Turquie, à Sinop au bord de la mer Noire. Elle disposera de 4 réacteurs Atmea, un modèle développé par Areva et Mitsubishi Heavy Industries d'une puissance de 1.100 mégawatts (MW). La centrale de Sinop pourrait ainsi offrir une puissance de 4.500 à 5.000 MW. Côté exploitation, c'est le français GDF-Suez qui remporte le morceau.

Ce contrat est un premier succès pour la filière nucléaire française depuis 2007 lorsqu'Areva avait vendu des EPR à la Chine. Depuis, plusieurs gros contrats ont été perdus, dont celui d'Abou Dhabi en 2009 lorsqu'Areva s'était allié à EDF.

2016

Capital, le 23 décembre 2016 : Engie veut se retirer de son projet nucléaire en Turquie

Engie prépare son retrait de son projet de centrale nucléaire en Turquie qui ne s'inscrit plus dans la stratégie du groupe énergétique, rapporte Le Figaro vendredi.

Au printemps 2015, Engie, ex-GDF-Suez, avait reçu l'aval du parlement turc pour construire et exploiter une centrale nucléaire à Sinop, dans le nord du pays, pour une mise en service qui n'était pas attendue avant 2025.

"Mais la nouvelle feuille de route d'Engie donne peu de place à la poursuite de ce projet", note le quotidien pour qui "Engie ne compte plus prendre ce risque et prépare son retrait du projet turc".

Isabelle Kocher, directrice générale d'Engie, mobilise l'entreprise autour de trois grands métiers : les énergies renouvelables, le gaz et ses infrastructures et les services énergétiques.

Engie ne tourne pas pour autant le dos au nucléaire, ajoute Le Figaro, mais "il ne semble pas considérer le nouveau nucléaire comme moteur de la révolution énergétique en cours".

Personne n'était joignable auprès d'Engie dans l'immédiat pour commenter cette information. (Pascale Denis, édité par Benoît Van Overstraeten).

2019

Bianet : Erdoğan: Sinop Nuclear Plant Project Halted

"We met a picture which is not compatible with our initial agreement in terms of both cost and time," the President said in an interview with a newspaper from Japan.

"We are not at the desired point on the Sinop nuclear power plant project," Recep Tayyip Erdoğan told daily Nikkei.

Erdoğan arrived in Japan today for the G20 summit in Osaka, where he will meet with Japan's Prime Minister Shinzo Abe and US President Donald Trump.

Responding to a question that says, "Feasibility studies show that the cost of a proposed nuclear power plant in the city of Sinop is more than double the initial estimate, and the Japanese-backed project has been halted," Erdoğan said, "The feasibility study report and cost analysis, which is prepared by the Japanese side, was examined by our relevant institutions in detail. We met a picture that is not compatible with our initial agreement in terms of both cost and project calendar."

Japan's media reported multiple times in the last year on the problems with the project. The Nikkei claimed in December 2018 that the Mitsubishi company from Japan was preparing to withdraw from the project due to increasing costs. The report was neither denied nor confirmed by the government of Turkey.

The cost of the construction jumped from 18 billion US dollars 40 44 billion and the operations came to a halt, the Nikkei reported at the time.

The agreement for the nuclear plant in the Black Sea province between Turkey and Japan was signed in May 2013. The first part was projected to be completed in 2023 and the power plant was planned to be fully operational in 2017.

Erdoğan however, said that they could work with Japan other areas, namely, "clean coal, renewable energy, R&D work, developing human resources and transportation projects.